

BRUXELLES (MPE-Média) - L'association européenne des producteurs d'acier EUROFER tenait ce 26 juin son "STEEL DAY" annuel dans la capitale européenne à quelques encablures du Parlement récemment renouvelé, dans un contexte économique critique.



GD : MM. James E. Bruno, Mario Caldonazzo, Roeland Baan, Geert Van Poelvoorde, Heinz Jörg Fuhrmann, Axel Eggert, producteurs d'acier et membres dirigeants d'Eurofer (Ph CJ MPE-Média)

Au programme de ce "Jour de l'acier" européen, la transition vers le futur de l'industrie européenne de l'acier mais aussi plus frontalement "la crise de l'industrie de l'acier, les mesures

de sauvegarde, le coût de l'innovation", examinés à la fois par des dirigeants tels que Roeland Baan, Ceo de l'aciériste Outokumpu Oyj, Geert Van Poelvoorde, Président d'Eurofer et cadre d'ArcelorMittal produits plats Europe, Markus Beyer, Directeur général de Business Europe, mais aussi Luc Triangle, Secrétaire général d'IndustriAll, l'union des syndicats européens de la métallurgie parmi d'autres.

"Je dois dire que nous sommes de nouveau dans une période troublée, nous voulons parler des challenges réellement forts auxquels nous faisons face", a déclaré le Président d'Eurofer Geert Van Poelvoorde, évoquant une situation de marché vraiment difficile associée à la nécessité de continuer à réduire les émissions de CO2 et de gaz à effet de serre. Avec une croissance 2018 de 3,3% descendue depuis à peine au-dessus de 1% au premier semestre, des surcapacités de production d'acier chinois "toujours là", Geert Van Poelvoorde et le Directeur général d'Eurofer Axel Eggert ont fait le constat d'une situation de crise.

"En 2019, les importations d'acier en Europe atteignent un niveau record de +12% comparé à la même période de 2018 : "il existe un bon outil pour limiter ces volumes, les mesures de protection, encore faut-il qu'elles soient suffisantes et que nous ne soyons pas obligés d'acheter de plus en plus de droits correspondant à des quotas d'émission au lieu de faire face à ces distorsions de compétitivité avec les aciers importés de pays ne respectant pas les règles environnementales", poursuit le Pdt d'Eurofer. L'industrie européenne de l'acier représente 330 000 emplois menacés par cette situation.

La conséquence des mesures américaines de 2018, aussi

"Les autorités européennes doivent réagir car cela va très vite et peut devenir irréversible pour l'avenir de la transition industrielle en Europe", conclut le Pdt d'Eurofer.

Ceo de l'italien ARVEDI, Vice-pdt de la Fédération de l'acier italienne, Mario Caldonazzo relève que les surcapacités globales équivalent à plus du double de la production d'acier européenne : "Ce que nous vivons cette année est aussi la conséquence des mesures tarifaires prises en janvier 2018 par les Etats-Unis via la "section 232" émise par le Departement du Commerce US ; ces mesures renvoyant des volumes d'acier hier exportés vers les USA vers d'autres régions du monde dont l'Europe, ajoute le dirigeant italien, expliquant n'avoir jamais vu ça de sa vie.

Avec un prix de la tonne de CO2 à 25€, une tonne d'acier représentant 1,8 tonne de CO2, cela augmente en fait le coût marginal de la tonne d'acier de 45€ : "c'est un coût auquel nos usines ne peuvent plus faire face", affirme le Pdt d'Eurofer.

Patron d'Outokumpu Oyj, aciériste finlandais en pointe pour la production d'inoxidables, Roeland Baan note aussi que la différence de coûts entre les producteurs turcs ou indonésiens devient de plus en plus compliquée à gérer pour les compagnies basées en Europe : "le marché ne progresse pas, à 0%, dès qu'on descend en dessous de +3% ces quotas devraient être baissés voire supprimés dans les cas extrêmes. Et nous devrions pouvoir compter sur des quotas maximums d'importations d'acier en Europe".

"Des fuites de carbone" vers d'autres régions du monde

En résumant ces questions, Heinz Jörg Fuhrmann ajoute qu'il est évident qu'un conflit existe entre les contraintes appliquées à l'acier européen et celles connues par leurs concurrents globaux, provoquant ce que la corporation dénomme "des fuites de carbone" vers les autres régions du monde devenues exportatrices nettes d'acier plus carbonné que l'acier produit en Europe.

"Et c'est un problème! la menace pesant sur notre industrie nous amène à nous demander si l'avenir sera avec nous ou sans nous à ces conditions, avec des réductions d'émissions atteignant plus de 80% dans les schémas jusqu'en 2050. Durant cette transition, le secteur doit pouvoir rester compétitif, sans quoi la production d'acier à grande échelle et décarbonnée ne sera plus possible ici", ajoute M. Fuhrmann.

Plusieurs eurodéputés invités à participer aux tables rondes de ce Steel Day 2019 auront entendu ces messages. Eurofer tente ici de faire entendre à la fois les efforts déjà accomplis bien avant les chinois et les américains ou le sud-Est asiatique sur le plan de la décarbonation de ses procédés industriels et l'impasse dans laquelle se trouverait l'Europe si ses usines devaient fermer pour cause d'économie circulaire inéquitable sur le plan mondial.

Est-ce une question commerciale ou une question sociale, demande une collègue travaillant pour "un media antitrust? "Ce que vous avez pu observer dans plusieurs marchés comme fusions-acquisitions dans l'acier est une réponse, on fusionne lorsqu'on a besoin d'être fort sur

le plan global, répond M. Van Poelvoorde.

Interrogé par nos soins à propos de la déreglementation enclenchée l'an dernier par les mesures décrétées par Donald Trump, le Président d'Eurofer et ses collègues estiment que "la Commission européenne aurait dû faire plus ou mieux. La déflexion connue a été rude. Mais nous pensons que l'effet positif pour les producteurs américains n'a pas été si fort que cela et qu'il est déjà en train de retomber".

Christophe Journet

Rédacteur en Chef de MPE-Média



**IMPROVE YOUR FRENCH AND YOUR
MARKETS, FIGHT AGAINST CLIMATE
& BECOME A RAW MATERIAL & ENERGETICS
WITH MPE-MEDIA YEARLY NEWS & EVENTS
WIN CY SPECIAL MEMBERSHIP**

www.mpe-media.com